REVUE DE PRESSE

SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE

DU 27 JANVIER 2015

Grande région : les élus aquitains prêts à avancer

CONSEIL RÉGIONAL
Session extraordinaire, hier, en présence de Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation

Réunis en session extraordinaire, les élus aquitains ont évoqué hier le dossier de la grande région. PHOTO G. BONNAUD/« SUD OUEST »

La plupart des élus aquitains, de majorité et d'opposition, ne voulaient pas d'une si grande région. Mais la loi est votée. Ils font désormais contre mauvaise fortune bon cœur et se disent prêts à « avancer avec enthousiasme », selon les mots d'Alain Rousset, président PS de la Région Aquitaine. Une occasion de « réinventer l'action publique », a rajouté le président du Conseil économique et social régional, Luc Paboeuf. Tel est le résumé de l'esprit de cette session extraordinaire du Conseil régional. Elle s'est tenue hier matin, sur le thème de la nouvelle grande région, qui sera effective en janvier 2016 (Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes).

La ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, a fait une apparition en clôture pour répondre à quelques questions et faire part de son optimisme. « On va réussir », a-t-elle lancé, en indiquant que la discussion au Sénat avait été « utile », à la différence de la précédente. Le texte sur les compétences va maintenant arriver à l'assemblée. Alain Rousset ne veut pas des compétences des collèges et des routes, mais réclame le service public de l'emploi. La ministre est restée évasive, renvoyant la balle dans le camp des députés.

Beaucoup d'atouts

Mais la politique ne s'est pratiquement pas invitée à cette session particulière, alors que les administrations des trois régions sont en train d'avancer sur les regroupements et autres harmonisations.

Il a surtout été question d'histoire de l'Aquitaine, avec Anne-Marie Cocula, du profil économique de cette grande région avec les universitaires Pierre Delfaud et Olivier Bouba-Olga. Une région dont on peut dire en substance qu'elle ne manque pas de certains atouts par rapport aux autres, hors l'intouchable Île-de-France.

Parmi les élus régionaux, ceux d'opposition ont clairement joué le jeu de ce consensus. Pour le groupe UMP-NG-CPNT, Michel Diefenbacher s'est simplement étonné que l'on parle de « fédération » de régions, et non pas de fusion. Il a aussi demandé que les coûts de fonctionnement de la collectivité n'augmentent pas et que l'on recherche des mutualisations. Geneviève Darrieussecq, pour le Modem, a insisté sur la « fragilité de certains territoires ». La représentante d'Europe Écologie-Les Verts, Martine Alcorta, a de son côté regretté la « suppression de la clause de compétence générale », prévue dans le projet de loi, comme un renoncement à « faire ensemble ». Gérard Boulanger, groupe Aquitaine Région citoyenne, est allé plus loin en déplorant « une réforme faite pour des raisons fallacieuses » qui ne devra pas entraîner « un recul social ».

Bruno Béziat

ANGOULÊME

Lebranchu en visite express

Hier soir, à Angoulême (Charente), Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, a visité les nouveaux locaux de l'École nationale du jeu et des médias interactifs numériques (Enjmin), dont l'aménagement a coûté 10,8 millions d'euros. La ministre y a évoqué les enjeux de la création de 13 nouvelles grandes régions. Un peu plus tôt dans la journée, elle avait visité le pôle du bois Xylofutur à Gradignan (Gironde). Aujourd'hui, elle se rend à Limoges. PH. ANNE LACAUD

La ministre à l'Enjmin

ANGOULÊME Hier, Marylise Lebranchu a visité l'École nationale du jeu vidéo en une heure chrono

Marylise Lebranchu, ici aux côtés d'un élève, de Robert Richard et Jean-François Macaire. PHOTO ANNE LACAUD

Ce fut une visite express, réglée en soixante minutes chrono ! Hier en fin d'après-midi, à Angoulême, Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, a découvert les nouveaux locaux de l'École nationale du jeu et des médias interactifs numériques (Enjmin), dont l'aménagement dans l'ancienne usine de papier à cigarette Le Nil a coûté 10,8 millions d'euros.

« Le pôle de l'image d'Angoulême a vocation à devenir leader dans son domaine, au cœur d'une grande région et même au-delà », a dit Mme Lebranchu, qui a brièvement bavardé avec les élèves avant de s'entretenir avec les élus locaux (Jean-François Macaire, Michel Boutant, Jean-François Dauré et Xavier Bonnefont) et une poignée d'entrepreneurs et capitaines de l'industrie numérique. A l'ordre du jour de la réunion : les compétences de la future entité constituée de l'Aquitaine, du Poitou-Charentes et du Limousin. La ministre a plaidé pour « l'abandon des concurrences inutiles » et la naissance « d'une vraie logique de la coopération » entre les collectivités locales mais aussi les acteurs de la vie économique. « En France, il existe 6 000 dispositifs d'aide aux entreprises. Il faut simplifier et rationaliser », a-t-elle assuré.

Avant sa courte étape angoumoisine, Mme Lebranchu était à Bordeaux (notamment au pôle de compétitivité du bois Xylofutur). Aujourd'hui, elle se rend à Limoges, et au Centre européen de la céramique.

La ministre défend la réforme territoriale devant le Pôle image

Marylise Lebranchu a visité l'Enjmin, vitrine du Pôle image, hier, et présenté sa Nouvelle organisation territoriale de la République.

Anne LEONARDI
a.leonardi@charentelibre.fr

Marylise Lebranchu a visité l'Enjmin au pas de course, hier soir. Mais la ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique a quand même pris quelques minutes pour tester *Tomato Pie*, un des jeux vidéo créés par les étudiants de l'Enjmin (Ecole nationale du jeu et des médias interactifs numériques). *«Je suis épatée, bravo*, leur a-t-elle répété. *C'est un peu frustrant ce type de visite, j'aurais bien aimé avoir deux heures devant moi, j'aurais pu apprendre à couper des tomates !»*

Mais hier, la ministre n'est pas venue à Angoulême pour faire mumuse sur l'un des multiples écrans de l'école flambant neuve du Nil. Elle était là dans le cadre de son tour de France pour promouvoir, devant les acteurs économiques et les élus de toutes les collectivités locales, de la région à la ville d'Angoulême, les principales mesures de son projet de loi pour une Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Dans le cadre de la réforme territoriale, ce projet de loi, dont le vote solennel doit avoir lieu aujourd'hui au Sénat, est destiné à définir qui fait quoi entre les régions, les départements, les intercommunalités et les communes. *«Car pour faire émerger des projets nouveaux, il faut sortir de la notion de concurrence de territoires et entrer dans la logique de la coopération»*, a martelé la ministre.

Hier, après avoir passé une grande partie de la journée à Bordeaux, où elle a notamment visité le pôle de compétitivité Xylofutur, Marylise Lebranchu a donc découvert une des plus belles vitrines du Pôle image angoumoisin, avant de se rendre, ce matin à Limoges, au Centre européen de la céramique. Car ces trois pôles de compétitivité *«porteurs d'emploi»*, parmi les 72 que compte la France, sont des *«pépites»* de développement économique et d'innovations.

La ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique a rencontré des étudiants, des élus et des acteurs économiques. Photo Renaud Joubert

Inquiétudes des entreprises

«L'avantage de ces pôles est de conjuguer la recherche, la formation et l'aide à l'entreprise, a insisté la ministre. *L'objectif du projet de loi, c'est de réduire les complexités. La nouvelle grande Région deviendra ainsi le seul guichet des aides directes aux entreprises. Elles n'auront plus qu'à sonner à une seule porte.»*

S'il est acquis pour elle que Magelis doit être le seul pôle image de la région Grand Sud-Ouest Atlantique, comme l'appelle déjà Jean-François Macaire, le président de Poitou-Charentes, *«il faudra aussi que les autres pôles image plus éloignés, comme Imaginove à Lyon, fassent avec ce qu'il existe déjà ici, notamment au niveau des formations»*.

Marylise Lebranchu a aussi entendu des inquiétudes. Celles de chefs d'entreprises comme Andreas Koch, à la tête de Cortex Productions, l'une des plus belles réussites économiques du Pôle image: *«Je ne suis pas sûr que "big is more beautiful". Faut-il vouloir tout fédérer ? Soyez vigilante sur votre réforme, pensez qu'il y a des petites choses qui méritent d'être entretenues.»*

«Aura-t-on toujours cette exception locale ?», s'est interrogé à son tour Vincent Percevault, de Game Audio Factory, pur produit de l'Enjmin.

Michel Boutant, sénateur et président du Département, a quant à lui défendu le travail de sa collectivité: *«Le conseil général est à l'origine de Magelis et de son développement économique. L'investissement local du Département est tellement fort que je ne vois pas comment on pourrait disparaître.»*

Mercredi, les vœux ; jeudi, le budget

Demain, à 18 heures, Michel Gourinchas (notre photo), président du Grand-Cognac, présentera ses vœux. La cérémonie se déroulera au Castel, la nouvelle salle de spectacles de Châteaubenard. Puis jeudi soir, l'ensemble du Conseil communautaire sera invité à adopter le budget primitif 2015. DR

Pôle aquatique : l'enquête publique est ouverte

CHÂTEAUBERNARD Pendant quatre demi-journées, un commissaire-enquêteur reçoit les doléances du public. Ce sera la dernière fois avant le début des travaux

SOPHIE CARBONNEL
s.carbonnel@sudouest.fr

Le dossier fait peur à voir. À la mairie de Châteaubernard, une enquête publique est en cours jusqu'à fin février autour du pôle aquatique et ludique des Vauzelles. C'est la dernière fois que la parole est donnée au public avant les appels d'offres et le début des travaux. Il faut pourtant avoir de l'envie et de la motivation pour éplucher tous les dossiers, en grande partie composés de références aux articles du Code civil et autres sigles. C'est là que le travail de Françoise Lebœuf, commissaire-enquêteur, entre en jeu. Sa présence pendant quatre demi-journées est précieuse.

Une des dernières vues de synthèse du futur pôle aquatique (ici une perspective sur l'entrée) présentées lors d'une réunion publique le mois dernier. DOCUMENTS CABINET D'ÉTUDE ENET-DOLDWY

Vulgariser les propos

Jeudi, dès 9 heures, Françoise Lebœuf a pris place dans un bureau de la mairie de Châteaubernard. Devant elle, la table est presque trop petite pour l'ensemble des dossiers. « Cette enquête regroupe quatre études en fait, explique-t-elle. La déclaration de projet du pôle sportif et ludique, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU), l'aménagement des bassins de rétention en rapport avec la loi sur l'eau, et le permis d'aménager nécessaire à la réalisation des travaux. »

Pour ce commissaire-enquêteur qui travaille depuis cinq ans à toute sorte d'enquête publique, c'est la première fois qu'elle se retrouve face à un dossier aussi colossal. « Mon rôle, c'est de vulgariser les propos, répondre aux inquiétudes et noter les observations de la population. »

Fin février, Françoise Lebœuf remettra, aux « grandes instances » que sont la préfecture et Grand Cognac, son rapport avec un avis favorable, favorable avec réserves, ou carrément défavorable. « Ce dernier cas arrive rarement, surtout quand ça touche des projets d'utilité publique », résume-t-elle. Pour autant, aucune remarque ne sera censurée. « Les défenseurs de la piscine actuelle peuvent venir me dirent seulement "je suis contre la nouvelle piscine", je le noterai. Je prends aussi les pétitions s'il le faut. C'est l'occasion pour tout le monde de s'exprimer. »

Le bureau des pleurs

Pourtant, pas sûr que Françoise Lebœuf croûle sous les visites lors de sa permanence. « Le projet du pôle aquatique est ancien et plutôt bien ficelé, estime-t-elle. Le seul point noir, finalement, c'est la sauvegarde de cette espèce protégée de papillon. C'est une des observations que je noterai dans mes conclusions. »

Dans son rôle de commissaire-enquêteur, Françoise Lebœuf a souvent été confrontée à des situations rocambolesques. « Un jour, c'est le maire lui-même qui n'était pas du tout au courant du projet. Il s'est rendu compte qu'une partie de son terrain passait en zone non constructible. Une aberration. »

Tout comme l'état de désolation dans lequel se retrouvent parfois certains riverains. « J'en ai vu beaucoup pleurer devant mon bureau. Dans les zones rurales où des agriculteurs se faisaient exproprier de leurs parcelles, dans leur famille depuis des siècles. C'est terrible, vous ne savez pas quoi dire. » Pour le pôle des Vauzelles, les inconvénients restent limités. « La zone se trouve assez loin des habitations, à côté des terrains de foot. L'enquête publique fait déplacer les foules quand elle touche directement les gens. Lors de la dernière réunion publique sur le sujet, j'ai entendu une dame s'inquiéter des conséquences sonores et environnementales de la chaufferie bois. C'est ce genre de remarques que je dois rapporter. » Pour Françoise Lebœuf, sa présence n'a rien d'un luxe. « C'est le moment ou jamais de s'informer. Je suis neutre, je représente la population. » Les dossiers restent à disposition des habitants les autres jours d'ouverture de la mairie de Châteaubernard, avec la possibilité d'écrire dans les observations directement dans le registre. Pour autant, quelles que soient les doléances, il ne faut pas oublier que l'intérêt public prime.

Prochaines permanences du commissaire-enquêteur à la mairie de Châteaubernard : demain de 14 h 30 à 17 h 30, vendredi 13 février de 14 à 17 heures, et lundi 23 février de 14 h 30 à 17 h 30.

Sur cette image de synthèse, une vue oblique aérienne depuis l'avenue d'Angoulême

Sur cette vue d'architectes, l'ensemble de la zone depuis la rue de L'Échassier

Football : des craintes à déminer

CHÂTEAUBERNARD
Les élus ont écouté les préoccupations liées au stade Claude-Boué, hier

Deux projections du bâtiment avec à l'étage le club-house, dont la terrasse est reliée aux terrains par une pente enherbée. DR

Le match a été animé, hier soir à Châteaubernard, lors de la réunion publique présentant l'aménagement du stade Claude-Boué, qui découle du projet de centre aquatique aux Vauzelles. Le chantier, d'un coût total de 4,5 millions d'euros, se déroulera en deux phases : mars à septembre 2015 pour la réalisation des quatre terrains de football, le parking et une voirie provisoire ; juin 2015 à juin 2016 pour la voirie définitive et la construction d'un bâtiment abritant les vestiaires, les bureaux et un club-house de 80 places, à l'étage.

Parmi les craintes émises par les riverains, le sort du chemin des Meuniers, qui sera « décalé ». Des habitants redoutent que la partie à l'arrière soit utilisée par des voitures. Le maire Pierre-Yves Briand entend le message et promet qu'il sera fait en sorte que ce ne soit pas le cas. Concernant d'éventuelles nuisances liées au club-house, le président de la commission sports de Grand-Cognac, Romuald Carry souligne que les matchs se terminent au plus tard à 22 heures. Au pire, s'il y a des soucis, il faudra faire la police.

Calendrier perturbé

Pour certains, le nombre de terrains sera insuffisant pour accueillir à la fois les créneaux de l'UA Cognac et du SL Châteaubernard. C'est pour ça qu'il n'y a pas un, mais deux terrains synthétiques, dont l'utilisation peut être beaucoup plus intense, répond Romuald Carry. Des éducateurs pointent les perturbations pendant la période du chantier. Grand-Cognac planche sur des solutions, et promet des réponses concrètes vers la mi-février. L'objectif final, insistent les élus, est de dynamiser la pratique du foot, sans nuire à l'autonomie des deux clubs. La réussite n'est possible qu'avec l'implication de ceux-ci, insiste Romuald Carry.

Ph. M.

Châteaubernard: le projet de futur stade soulève des inquiétudes

Un terrain d'honneur qui passera de niveau 5 à 3 (CFA), deux nouveaux terrains synthétiques de niveau 4 et 5, un bâtiment neuf sur deux niveaux de 724 m² avec club-house, 9 vestiaires dont 3 pour les arbitres, un local médical, des bureaux, une cuisine, des parkings extérieurs... *«Un des projets structurants du territoire*, a rappelé Michel Gourinchas, *un espace qui permettra de développer l'activité footballistique dans de bonnes conditions pour les plus jeunes».*

Hier, lors d'une réunion publique salle Jean-Tardiff, le président de GrandCognac et quelques élus de l'intercommunalité accompagnés des architectes du projet, sont venus présenter et détailler le futur aménagement du stade Claude-Boué à Châteaubernard. Un projet de 4,5M€ (HT) qui permettra aux clubs de la commune et à l'UA Cognac de cohabiter dans le futur sur les mêmes installations.

Le chantier débutera en mars prochain pour sept mois de travaux avec la réalisation des terrains et des accès extérieurs. Suivront ensuite, dès juin, les travaux de construction du bâtiment, prévus sur un an. *«Un beau projet»*, a souligné Romuald Carry, le chargé des sports à GrandCognac, mais dont les contraintes n'ont pas manqué de soulever les critiques dans l'assistance lors du long débat qui a suivi la présentation.

Une trentaine de personnes ont assisté à une réunion qui a fait débat. Photo G. B.

«Comment va-t-on organiser les plannings d'entraînement des deux clubs pendant les travaux ?» «Où va-t-on jouer et faire jouer les enfants ? » «Si c'est dans d'autres communes, quid des transports ?» Autant de questions qui ont mis au jour les inquiétudes des parents et des éducateurs du club castelbernardin, dont certains voient plutôt dans ce projet *«la mort du club à terme.»*

Des questions auxquelles *«on apportera des réponses rapidement»*, ont promis les élus, Michel Gourinchas assurant *«qu'il s'agissait dans ce projet de partager les mêmes infrastructures avec l'UAC, pas de fusionner.»* Sans vraiment convaincre.

BOUTIERS-SAINT-TROJAN

Projet de médiathèque en face de l'école

La cérémonie des vœux était aussi l'occasion de saluer Jacques Brard Blanchard, adjoint honoraire, et Robert Richard, premier maire honoraire de Boutiers. PHOTO P. B.

Une assistance nombreuse et attentive a participé à la première cérémonie des vœux de Philippe Nifenecker vendredi dernier. Après les remerciements émus à tous ceux qui animent la vie municipale, scolaire, associative, culturelle et économique de la commune, il a évoqué le bilan de l'année 2014.

Il a notamment insisté sur le souci permanent de la distribution de l'eau potable, celle du puits de captage local étant régulièrement trop chargée en nitrate. Par contre, il a relevé la réussite de l'assainissement collectif de Saint-Trojan, dont le coût total de 1,265 000 euros est en partie compensé par des subventions de 30 %.

Perspectives 2015

La réhabilitation du lavoir de Saint-Trojan, petit patrimoine de pays comme le four local, est en cours, avec le chantier d'insertion de Grand Cognac. La construction d'un bâtiment à usage de médiathèque et garderie est envisagée en face de l'école. Des aménagements de voirie et effacements de réseaux sont prévus en plusieurs endroits de la commune. Les travaux du futur giratoire de la Petite Arche vont débuter en juin, avec le concours du Département qui financera la majeure partie des 700 000 euros nécessaires à l'opération.

Philippe Nifenecker a également insisté sur la mutualisation des services dans le cadre de Grand Cognac.

Pierre Barreteau

DIPLÔME ET MÉDAILLE

Philippe Nifenecker a ensuite remis, au nom du préfet, le diplôme et la médaille d'or de maire honoraire à Robert Richard, élu pendant trente-sept ans, dont trente-quatre comme maire de Boutiers-Saint Trojan, et à Jacques Brard Blanchard, le diplôme et la médaille d'argent d'adjoint honoraire, élu lui aussi depuis 1977 jusqu'en 2014, dont 24 ans en qualité d'adjoint.

Le rappel émouvant de leur carrière exemplaire et de leurs engagements constants a été sans conteste le grand moment de la soirée, où ne manquaient ni l'humour des remerciements, ni le sens de l'intérêt commun.

ARS

« Inscrivez vos enfants au sein du regroupement »

Vendredi 23 janvier était le jour du baptême des vœux pour Hélène Tournadre, une première passée haut la main avec çà et là des constats de longueurs dans les sujets dont elle se sortait par un petit rire bref de constat évident avant de poursuivre avec le sourire.

Elle est revenue sur l'actualité récente en soulignant « l'aspect positif de cette tragédie qui a montré les plaies béantes qui existent dans notre France et dans le monde. Plus que jamais il faut se resserrer autour des valeurs : liberté, égalité, fraternité et parler, dessiner, débattre, rire, partager, s'engager, agir et voter ».

Tout en reconnaissant que les finances de la commune sont saines, elle expose les projets en cours et à venir : des dispositions pour améliorer les conditions de circulation dans le bourg ainsi qu'entre la sortie de bourg et chez Dexmier ; continuer l'entretien de la voirie par une action de réparation des routes mais également renforcer et dévoyer le chemin de Bonbonnet qui permet d'accéder à l'entreprise Ferrand ; en parallèle les premières esquisses de la traversée du bourg pour lesquelles la population sera conviée afin de pouvoir s'exprimer.

La maire Hélène Tournadre entourée des conseillers municipaux. PHOTO C.-C. G.

Initiation au cirque

Concernant l'accès des bâtiments communaux pour les personnes en situation de handicap, un programme de travaux est actuellement à l'étude.

L'action engagée avec la Région dans la charte « Terre saine » est poursuivie, elle vise à faire baisser le volume des produits phytosanitaires utilisés dans la commune.

Côté assainissement, l'étude du taux de cuivre dans l'eau se poursuit avec Véolia et Charente Eaux. Après avoir parlé de la mise en place des nouvelles activités périscolaires et louer la prise en charge par la CdC de Grand Cognac qui permet à tous les enfants d'avoir accès à la même qualité d'intervenants. Elle évoque le projet commun, des enseignants du regroupement Ars-Gimeux, soutenus par le Sivos et l'APE (association des parents d'élèves) concernant la mise en place d'un chapiteau de cirque, sur le petit terrain de foot, pendant deux semaines au mois de juin.

Les enfants de toutes les classes pourront profiter d'ateliers d'art du cirque avec la compagnie Planche de cirque. Ils en profiteront pour préparer leur spectacle de fin d'année scolaire qui aura lieu le 3 juillet sous chapiteau. Elle incite enfin les parents autant d'Ars que de Gimeux, à inscrire leurs enfants dans le regroupement, « c'est vital pour le regroupement et pour nos villages ».

Colette-Christiane Guné

Joël Breton, le directeur, et le personnel de La Palène. PHOTO G.G.

Le financement de La Palène fait débat

La Palène naguère soutenue de façon significative par l'État et la Région a dû, depuis 2012, faire face au désengagement de l'un et de l'autre. Avec de fait, une perte équivalente à 85 000 euros, soit environ 10 % de son budget. Au début de l'année 2014, la Communauté de communes (CdC) du Rouillacais et la commune de Rouillac ont voté respectivement une rallonge de 30 et 20 000 euros, à leur subvention habituelle.

La plupart des élus imaginaient que ce soutien serait exceptionnel. Il n'en est rien. Malgré des économies substantielles et une compression de personnel, Joël Breton, le directeur de la Palène, peine à boucler son budget. Et Christian Légeron, le président de l'association, a plusieurs fois alerté les élus sur le devenir problématique de l'association culturelle.

Au vote des prochains budgets des deux collectivités locales, est inscrit de nouveau le supplément de subvention à la Palène. Si le conseil municipal de Rouillac semble favorable à cette mesure, l'unanimité est loin d'être réalisée chez les élus communautaires. Voilà pourquoi le président de la CdC du Rouillacais a organisé en décembre, une réunion avec les élus et les responsables de la Palène pour faire le point avant le vote du budget. Au terme de la réunion, Christian Légeron avait bon espoir de voir la subvention reconduite. Les réactions des élus communautaires sont diverses. Favorable à ce nouveau coup de pouce, Francis Roy, maire de Saint-Cybardeaux et vice-président chargé du développement culturel à la CdC, trouve qu'il serait aberrant d'abandonner le soutien à la Palène dont on a pu mesurer l'impact sur le développement du territoire, depuis près de vingt ans avec ses activités multiples, hors les spectacles.

Les avis divergent

Serge Devige, maire de Montigné, est moins enthousiaste. « On leur donne déjà régulièrement 70 000 euros par an, 30 000 euros de plus ça fait 100 000 euros. Pour la culture, c'est largement suffisant. Il y a d'autres priorités. »

Michel Fouchier, maire de Bignac, concède qu'il connaissait mal l'importance du travail de la Palène, principalement ses actions en milieu scolaire et auprès des personnes à handicap. Pour lui, sans prôner un soutien systématique à l'association, une subvention modulable selon les besoins semblerait une décision raisonnable.

Pour mieux appréhender le travail de la Palène, les élus communautaires étaient hier soir invités au Vingt-Sept à découvrir toutes les facettes de l'association.

Gérard Guidier

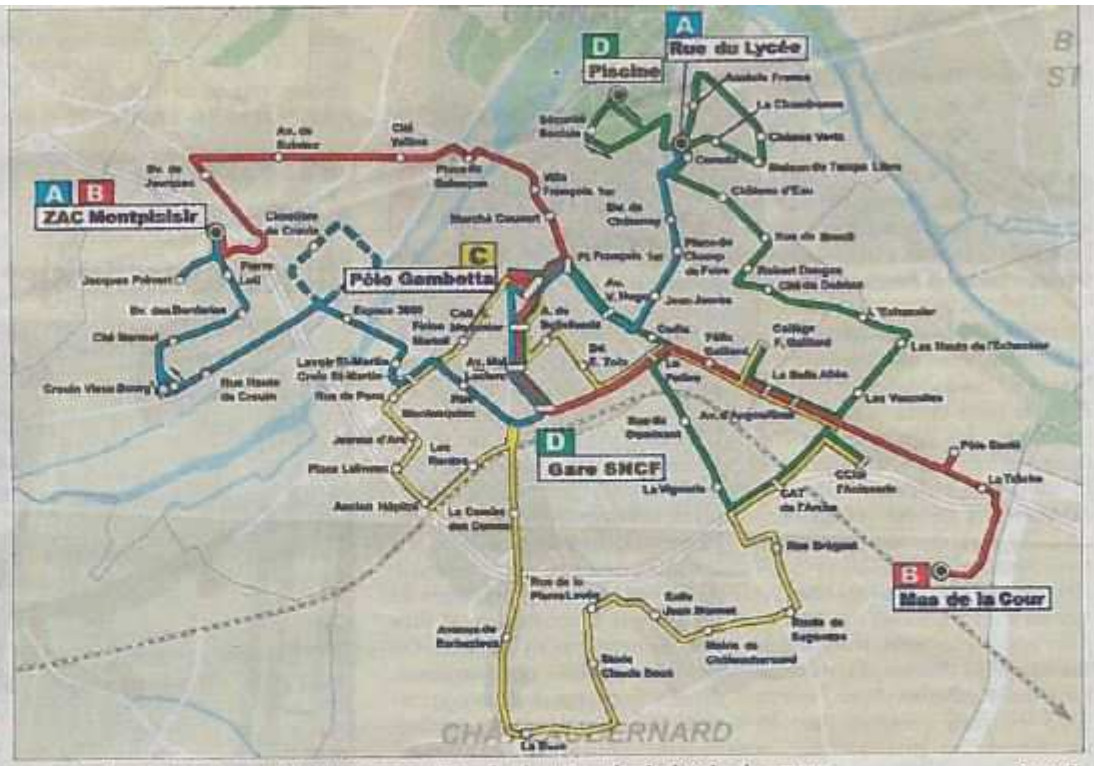
■ L'intercommunalité et le réseau de transport urbain ont repensé la carte des dessertes ■ Pour s'adapter aux souhaits des usagers ■ Démarrage le 1er février.

GrandCognac: Transcom optimise ses lignes de bus

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

L'objectif est d'assurer un meilleur service aux usagers et de l'adapter aux nouveaux besoins avec des lignes plus directes et la suppression de certaines dessertes trop peu fréquentées au profit de nouvelles», indique Christel Gombaud, l'élue référente transports à GrandCognac. Voilà pour les grandes tendances qui ont orienté les choix d'évolution du service Transcom qui va bientôt s'offrir un tout nouveau lifting.

> L'objectif est d'assurer un meilleur service aux usagers.



Les quatre lignes du réseau ont été revues pour améliorer les dessertes selon les besoins des usagers. Repro CL

À compter du 1er février, les usagers du réseau de bus intercommunal, circuleront en effet sur un tout nouveau tracé. Ses quatre lignes ont entièrement été revues, *«optimisées»* selon le souhait des élus avec des changements de dessertes opérés *«à partir de la remontée des remarques des utilisateurs, des chauffeurs et en concertation avec l'opérateur»*, tient à souligner Christel Gombaud. Ces évolutions entraîneront quelques modifications dans les horaires de passage des bus sur tous les arrêts des lignes régulières. Chacun peut d'ores et déjà en prendre connaissance dans le cadre d'une campagne d'information en cours avec distribution du nouveau guide bus chez les dépositaires, en mairie et dans les boîtes aux lettres.

Le service de transport à domicile fera aussi l'objet d'une prochaine refonte. Photo G. B.

Ça bouge sur la ligne C

Un coup de neuf, *«le réseau en avait besoin»*, lui qui n'avait pas bougé depuis près de trois ans, explique l'élue qui a pris son bâton de pèlerin et sillonné chaque ligne afin de relever où les améliorations pouvaient être apportées. *«On s'est ainsi rendu compte que certains points de desserte étaient ou dangereux ou inutiles pour d'autres, que le bus empruntait aussi dans certains cas des détours sans intérêt, notamment sur Cognac et Châteaubernard où les modifications apportées sont les plus nombreuses»*. Et d'ajouter: *«On se devait aussi d'anticiper avec les transformations engendrées par l'ouverture du Castel* (la salle de spectacle de Châteaubernard), *la zone du Mas-de-la-Cour, et en prévision du futur complexe nautique.»*

Parmi les changements majeurs, la ligne C compte de nouveaux arrêts (BA 709, stade Claude-Boué, rue de la Pierre-Levée), et tous ses arrêts bénéficieront de trois passages supplémentaires. En revanche, elle ne passera plus par ceux desservis par la ligne A (Cognac) qui elle ne fera plus de boucle par la sécurité sociale (ligne D).

Quant à la ligne B, elle se prolonge dorénavant jusqu'aux zones d'activité (Mas-de-la-Cour, Montplaisir) avec deux passages supplémentaires pour l'ensemble de ses arrêts, sauf celui de Javrezac qui disparaît. *«Il ne nécessitait pas un service régulier. La desserte sera dorénavant assurée par le transport à domicile* (TAD)*»*, indique Christel Gombaud.

Un service qui fera d'ailleurs l'objet lui aussi d'une évolution future. En 2014, 90 000 personnes ont utilisé le réseau Transcom.

CHÂTEAUBERNARD

Mme Michelle PENAUD, sa fille ;
M. Thierry BRUNAUD (†), son fils ;
M. et Mme Cyrille PENAUD,
Déborah BRUNAUD,
ses petits-enfants ;
Mathéo, son arrière-petit-fils,
ainsi que toute la famille
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

M. Raymond BRUNAUD,

à l'âge de 90 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le **mercredi 28 janvier 2015, à 14 h 30,** en l'église du Bourg à Châteaubernard, suivie de l'inhumation au cimetière de cette même commune.

M. Raymond Brunaud repose à la maison funéraire Montesquieu à Cognac.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

AML PF, Cognac-Jarnac,
15, avenue Paul-Firino-Martell
(ancienne rue de Pons), 05.45.82.41.05.

ACADÉMIE PYTHAGORE ANGOULÊME

Fernandez champion d'Europe

A 42ans Emmanuel «Pythagore» Fernandez remporte le titre de champion d'Europe de Jiu Jitsu Brésilien en ceinture noire, lors de l'European Open de Lisbonne au Portugal. Il ajoute donc à son incroyable palmarès ce titre prestigieux.

Rappelons que Manu est 3e Dan de Jiu Jitsu Brésilien CFJJB et IBJJF, 3e de Dan de Judo FFJDA, 2e Dan de Nihon Kempo, 3 fois champion du Monde en M.M.A (Mixed Martial Arts), 2 fois champion de France J.J.B et bien d'autres encore ...

L'Académie Pythagore brille une fois de plus à l'International. Grâce à la Team Fernandez, Angoulême est également connue pour la qualité de ses combattants en plus d'être la ville de la bande dessinée. Sans oublier les galas K.O.C qui ont lieu chaque année, la Charente est décidément une terre propice aux arts martiaux et sports de combats !

Manu rentre avec une belle médaille d'or et plusieurs de ses élèves également. Il est particulièrement fier de son groupe, tous ont porté haut les couleurs de l'Académie.

Or: Merlier Annabel en violette, Julien Castanier en marron.

Argent: Thomas Lacan en violette.

Bronze: Gilles Rappy en blanche, Larman Philippe en violette, Dussous Frederic en violette.

Photos et vidéos sur le site www.pythagorejiujitsu.com ainsi que sur Facebook. Au sujet des K.O.C, des bonnes nouvelles sont à venir, soyez attentifs !

Emmanuel Fernandez l'a emporté par étranglement en finale de ces championnats.

« C'est énorme »

LISBONNE A 42 ans, Emmanuel Fernandez a été sacré champion d'Europe de jiu-jitsu brésilien en ceinture noire

GEORGES LANNESSANS
g.lannessans@sudouest.fr

Emmanuel Fernandez est peut-être le plus beau symbole de la moisson de médailles réalisée par le Team Pythagore lors de l'European Open de Lisbonne (Portugal). Car Annabelle Merlier (or, ceinture violette), Julien Castanier (or, ceinture marron), Thomas Lacan (argent, ceinture violette), Gilles Rappy (bronze, ceinture blanche), Philippe Larman (bronze, ceinture violette) et Frédéric Dussous (bronze, ceinture violette) ont également fait honneur à l'Académie Pythagore.

Mais à 42 ans, le boss du team angoumoisin a tout de même réalisé un petit exploit, et prouvé qu'il avait encore de beaux restes.

Le Charentais écrit donc une ligne de plus, sur un palmarès déjà long comme le bras (triple champion du monde de MMA, double champion de France de Jiu-Jitsu brésilien...)

« Sud Ouest ». Racontez-nous ce week-end fou ?

Emmanuel Fernandez. Lors de mon premier combat, je prends Clayton Gonçalves, que j'avais déjà battu à l'Open de Paris. J'étais donc assez confiant, d'autant plus que je suis assez polyvalent, et que j'ai la faculté à m'adapter à n'importe quel combattant. Mais comme il me connaissait quand même bien, il a réussi à me bloquer et je ne l'ai emporté qu'aux points. Lors de mon second combat, je rencontre un autre brésilien que je bats par étranglement.

Comment aviez-vous abordé la compétition ?

Les gens me voyaient gagner. Ils m'avaient collé l'étiquette de favori. Je venais de remporter trois de mes quatre dernières compétitions, et lorsque je perds, c'est aux championnats du monde contre le futur vainqueur. Pour ce qui est de ma condition, je me sentais en forme malgré mes 42 ans. J'avais effectué une excellente préparation avec mon coach Mickaël Delavault.

À 42, comptez-vous encore monter sur le ring pendant longtemps ?

Je ne veux surtout pas m'arrêter, je vais continuer jusqu'à ce que mon corps me dise stop.

Votre délégation de 20 combattants ramène sept médailles. Cela doit être une sacrée fierté...

Pour une petite ville comme Angoulême, c'est effectivement énorme. C'est un excellent bilan car le niveau était très relevé. C'était un open, il y avait donc des athlètes venus du Brésil, des États-Unis, du Japon... En tout, il y avait 3400 combattants. Ce qu'on a fait, c'est génial, cela doit être une source de motivation pour tous ceux qui auraient voulu venir vivre tout ça avec nous.